



Résultats économiques des exploitations en 2013 et résultats prévisionnels pour 2014

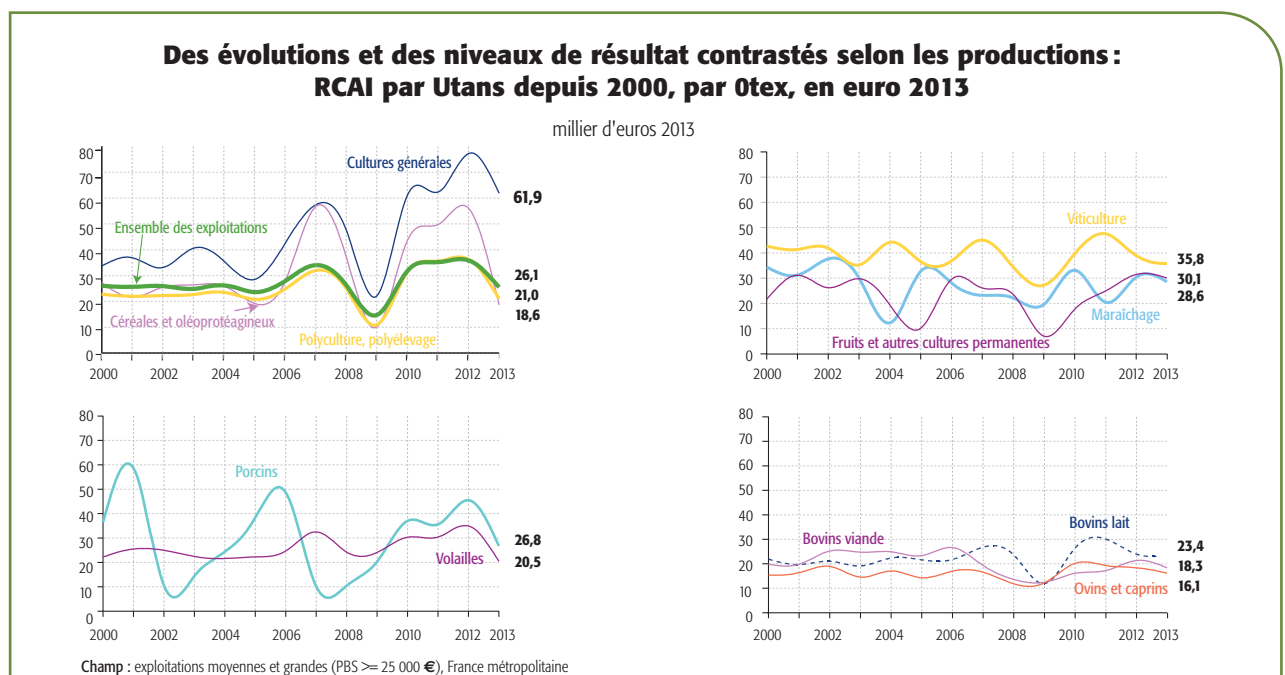
La baisse des prix à la production pèse sur les résultats

Après trois années historiquement élevées, le résultat moyen des exploitations moyennes et grandes s'établit en 2013 à 25 500 euros par actif non salarié, en baisse de 30 % par rapport à 2012 et de 8 % par rapport à la moyenne 2000-2012. La dispersion des résultats se contracte après deux années d'augmentation mais reste plus élevée qu'au début des années 2000. L'effort d'investissement reste important. En 2014, le résultat moyen serait légèrement inférieur à 2013 (- 5 %), à 24 400 euros par actif non salarié. Les estimations 2014 sont prévisionnelles et pourront être révisées lorsque les chiffres du RICA seront connus en décembre 2015.

Depuis le milieu des années 2000, les résultats moyens des exploitations agricoles connaissent une forte variabilité, dans un contexte d'instabilité des prix des céréales et oléoprotéagineux. Ainsi,

après trois années historiquement élevées, le résultat courant avant impôt (RCAI) des moyennes et grandes exploitations est en baisse de près de 30 % en 2013 par rapport à 2012 et de 8 % par rapport à la

moyenne de longue période (2000-2012), selon le Réseau comptable d'information agricole (Rica). Il s'établit en moyenne à 25 500 euros par unité de travail agricole non salariée (Utans). ▶▶



Source : SSP - Rica 2000 à 2013

►► **Forte baisse du résultat pour les céréales et oléoprotéagineux en 2013 après trois bonnes années**

Après trois années historiquement élevées, les résultats des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (COP) diminuent fortement en 2013, suite au repli marqué des prix et à des rendements en baisse pour l'orge, le maïs, le colza et le tournesol. Le RCAI par actif non salarié s'établit à 18 600 €. Il est trois fois inférieur à celui, exceptionnellement élevé, de 2012 et 40 % inférieur au résultat moyen observé sur la période 2000-2012.

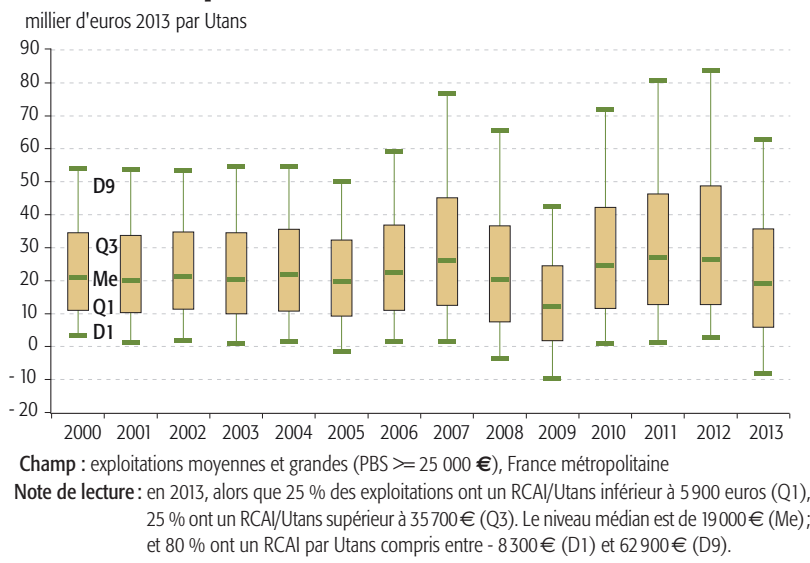
Pour les exploitations spécialisées en cultures générales (plantes sarclées, légumes de plein champ), la baisse du résultat est plus limitée (- 19 % par rapport à 2010) et le RCAI, à 61 900 € par actif non salarié, demeure à un niveau élevé. La conjoncture a en effet été favorable en 2013 à la pomme de terre et au lin, tandis que la production en valeur était stable pour la betterave sucrière et les légumes de plein champ, compensant en partie les effets de la baisse des prix des COP.

La hausse du coût de l'alimentation, même ralentie, pèse sur les productions animales en 2013

Les éleveurs laitiers ont bénéficié, en 2013, d'un prix du lait relativement élevé mais ont encore été confrontés à une progression des dépenses en alimentation animale. Leur résultat par actif non salarié est donc stable par rapport à 2012. Il baisse en revanche de 17 % pour les éleveurs spécialisés en bovins viande, à 18 300 € par actif non salarié, et de 13 % pour ceux spécialisés en ovins et caprins, à 16 100 € en moyenne en 2013. Il se replie également pour les élevages porcins à 26 800 euros en moyenne en 2013, après 46 200 euros en 2012 et 35 000 euros en 2010 et en 2011.

En filière « ponte », les éleveurs ont été confrontés en 2013 à la baisse du prix des œufs. Au total, la valeur de la production se contracte dans l'orienta-

Évolution de la dispersion du résultat courant avant impôt par unité de travail non salariée



Source : SSP - Rica

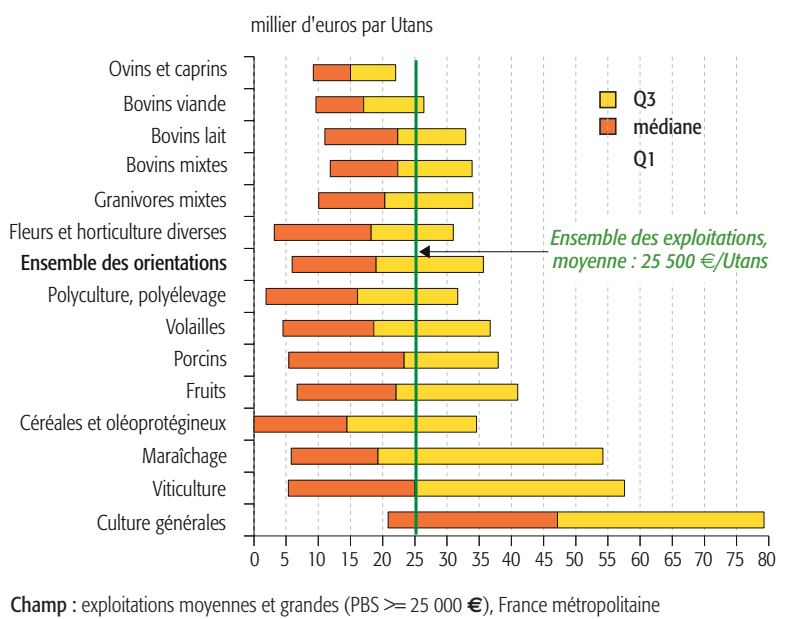
tion « volailles » et le résultat s'établit à 20 500 euros en moyenne, en baisse de 42 % par rapport à 2012.

Des résultats moyens relativement stables en 2013 en viticulture, maraîchage et arboriculture

En viticulture, l'évolution favorable du prix des vins compense la diminution des volumes suite aux faibles

récoltes de raisin en 2012 et en 2013. Le résultat s'établit à 35 800 euros en moyenne, par actif non salarié, en légère baisse par rapport à 2012 (- 4 %) mais les résultats sont très contrastés selon les vignobles. Le résultat des exploitations spécialisées en « arboriculture », à 30 100 euros en moyenne par actif non salarié, varie peu en 2013, tout comme celui des exploitations de maraîchage (28 600 euros).

Dispersion du RCAI par Utans en 2013 selon l'orientation



Source : SSP - Rica

►► **Les disparités de résultats se réduisent par rapport à 2011 et 2012 mais restent importantes**

Toutes orientations confondues, la dispersion des résultats des exploitations se contracte après deux années où elle s'était sensiblement accrue. L'intervalle interquartile du RCAI par actif non salarié (i.e. étendue des résultats hors prise en compte du quart des exploitations aux résultats les plus faibles et du quart des exploitations aux résultats les plus élevés) est de 29 700 € contre 36 300 € en

2012 (- 18 %) et 33 700 € en 2011. La dispersion reste toutefois supérieure à celle observée au début des années 2000 : entre 2000 et 2006, l'intervalle interquartile était de 24 000 €.

32 % des exploitations ont un résultat par actif non salarié inférieur à 10 000 € et 17 % un résultat négatif en 2013. 15 % ont, à l'inverse, un RCAI supérieur à 50 000 € par actif non salarié. En dépit de la baisse générale des résultats, 34 % des exploitations ont un RCAI qui progresse par rapport à l'an passé.

Des résultats plus dispersés en productions végétales que pour les élevages d'herbivores

Comme les années précédentes, c'est au sein des exploitations spécialisées en « cultures générales » que la dispersion du RCAI est la plus forte : l'intervalle interquartile est de 58 400 €. Au sein de cette orientation, les exploitations combinant céréales, oléoprotéagineux et plantes sarclées ont des résultats nettement supérieurs aux exploitations spécialisées en légumes de plein champ (respectivement 71 800 € et



Subventions d'exploitation

Un poids des aides dans le RCAI variable selon les productions et les années

En 2013, 89 % des exploitations moyennes et grandes ont perçu des subventions (hors aides à l'investissement), de 34 100 € en moyenne. Un quart des exploitations bénéficiaires a perçu moins de 16 200 € (soit 6 % de l'enveloppe d'aides), et un quart a reçu plus de 45 000 € (soit 51 % de l'enveloppe d'aides). Le niveau médian de subventions est de 28 700 €.

Ces aides représentent, en moyenne en 2013, 84 % du RCAI. Pour les exploitations spécialisées en viticulture ou horticulture, le poids des subventions dans le RCAI est inférieur à 10 %, avec moins de 7 500 € d'aides par exploitation. En maraîchage et arboriculture, le niveau de subventions est également inférieur à la moyenne, avec peu de paiements découplés pour ces productions.

Pour les grandes cultures, essentiellement du fait des Droits à Paiements Uniques (DPU), le niveau des subventions d'exploitation est plus élevé. Compte tenu de la baisse de résultats, les subventions

représentent en 2013, 1,7 fois le RCAI pour l'orientation céréales et oléoprotéagineux (contre 0,7 fois en moyenne entre 2010 et 2012). Pour l'orientation « cultures générales » (plantes sarclées, légumes de plein champ), les subventions étaient de 47 300 € en moyenne, et représentaient 54 % du RCAI, du fait de son niveau élevé en 2013.

En bovin viande, le niveau moyen de subventions est de 41 900 € en 2013, du fait des paiements uniques mais aussi des aides couplées, soit 1,8 fois le RCAI en 2013 (et 1,9 fois en moyenne entre 2010 et 2012). Les élevages porcins ont perçu en moyenne 21 200 € de subventions en 2013, soit un montant équivalent à la moitié du RCAI, essentiellement du fait des DPU : ces exploitations ne sont pas complètement « hors sol » et disposent de surfaces éligibles aux aides découplées.

Les subventions tendent à réduire la dispersion du RCAI. Ainsi, en 2013, 80 % des exploitations totaliseraient 17 % du RCAI par Utans sans subventions, contre 48 % avec subventions d'exploitations.

Subventions perçues et poids des subventions dans le RCAI par OTEX en 2013

	Part des exploitations avec subventions %	Subvention d'exploitations	dont paiements uniques	dont aides couplées	dont aides du 2 nd pilier	% des aides dans le RCAI, moyenne pour l'ensemble des exploitations de l'Otex
Céréales, oléagineux, protéagineux	100	38 400	35 300	1 100	800	169
Cultures générales	98	47 300	42 600	1 300	800	54
Maraîchage	52	20 200	2 400	1 600	100	23
Fleurs et horticulture diverse	36	5 800	1 400	0	100	8
Viticulture	53	7 300	3 900	100	300	9
Fruits et autres cultures perm.	81	18 600	7 100	500	1 100	34
Bovins lait	100	33 100	26 200	1 100	4 600	84
Bovins viande	100	41 900	21 600	11 200	8 200	179
Bovins mixtes	100	48 300	35 000	5 900	6 300	112
Ovins et caprins	100	38 500	17 000	7 600	11 600	162
Porcins	95	21 200	17 800	1 200	1 000	51
Volailles	81	18 600	14 900	1 200	1 200	56
Granivores mixtes	99	32 500	25 000	4 400	2 400	71
Polyculture, polyélevage	99	42 500	34 000	4 100	2 600	126
Total	89	34 100	25 600	3 200	3 400	84

Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS ≥ 25 000 €), France métropolitaine.

Source : SSP - Rica

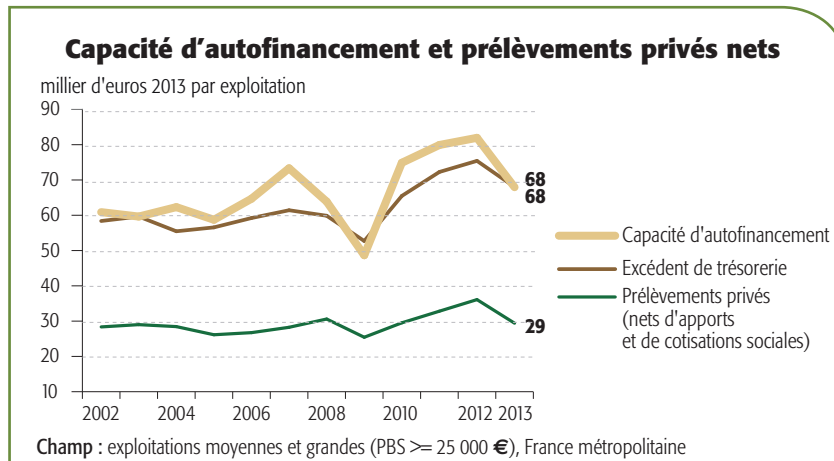
32 100 € par actif non salarié).

Avec la baisse des prix, l'intervalle interquartile des exploitations spécialisées en céréales et oléagineux se contracte en 2013 (- 35 %). Les exploitations dont la surface agricole est supérieure 150 hectares s'en sortent un peu mieux que la moyenne, mais la dispersion reste importante au sein d'une même classe de taille.

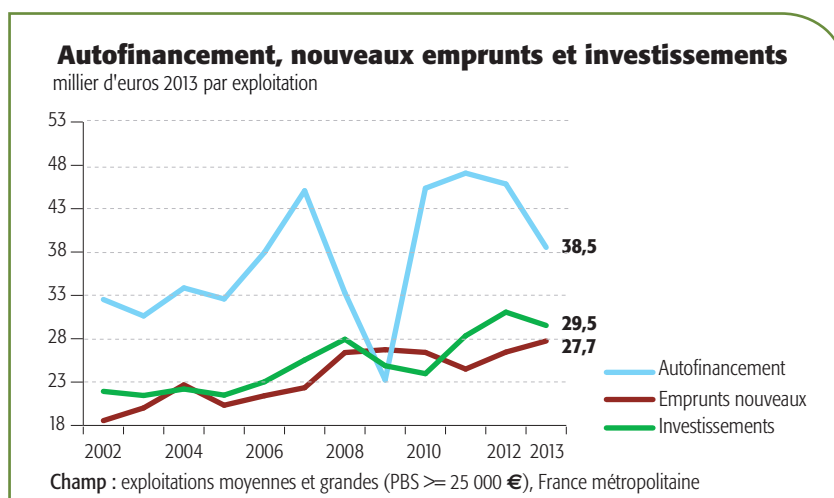
Pour la viticulture et le maraîchage, les résultats restent très dispersés (intervalles interquartiles de 52 200 € et 48 400 € respectivement), notamment en raison de la variabilité des résultats selon les vignobles ou les productions. En comparaison, la dispersion des résultats est beaucoup plus faible pour les élevages d'herbivores. Ainsi, l'intervalle interquartile du RCAI par actif non salarié est de 21 900 € en bovins lait, de 16 800 € en bovins viande, et de 12 800 € en ovins caprins

La capacité d'autofinancement se réduit moins que le RCAI en 2013, compte tenu de l'inertie des dotations aux amortissements

La capacité d'autofinancement (CAF) mesure les ressources financières potentielles des exploitations, calculée schématiquement à partir du RCAI auquel l'on rajoute les dotations aux amortissements. Le profil de cet indicateur est proche de celui du RCAI, bien que ses évolutions soient moins marquées au cours des périodes de fortes fluctuations, compte tenu notamment de la relative inertie des dotations aux amortissements. En 2013, la CAF s'établit à 68 000 euros en moyenne par exploitation, soit une baisse de 18 % par rapport à 2012, en lien



Source : SSP - Rica



Source : SSP - Rica

avec la baisse sensible du RCAI (- 30 %) et la légère progression des dotations aux amortissements (+ 3 %). Sur longue période, l'écart entre ces deux indicateurs a tendance à se creuser (+ 34 %) depuis 2002, du fait de la hausse continue des dotations aux amortissements.

La trésorerie générée par les exploitations peut être approchée par l'excédent brut de trésorerie (ETE). En 2013, toutes orientations confondues, l'ETE s'élève en

moyenne à 68 000 euros. Il est en baisse de 10 % par rapport à 2012 mais reste sensiblement supérieur au niveau observé dans la première moitié des années 2000 (57 900 euros).

Les prélèvements privés, nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'élèvent à 29 400 euros en moyenne. Ils retrouvent en 2013 un niveau proche de leur moyenne de longue période après avoir augmenté entre 2010 et 2012.

Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Part des exploitations avec un RCAI (en %)												
en hausse	53	46	55	43	59	61	36	32	78	57	52	34
par Utans inférieur à 10 000 €	23	26	24	27	23	21	29	45	22	20	20	32
par Utans négatif	8	9	8	11	9	9	14	22	9	9	8	17
par Utans supérieur à 50 000 €	11	12	12	10	14	21	16	7	19	23	24	15
Taux de marge RCAI/produits courants (en %)	21	21	21	19	21	24	19	12	22	22	21	15

Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS ≥ 25 000 €), France métropolitaine.

Source : SSP - Rica

Investissements¹ - comparaison des moyennes annuelles sur deux périodes (2005 à 2010 et 2011 à 2013)

	2005 à 2010	2011 à 2013	Évolution
	millier d'euros		%
Céréales et oléoprotéagineux	20,8	27,0	+ 30
Cultures générales	32,0	43,4	+ 35
Maraîchage	25,2	24,5	- 3
Fleurs et horticulture diverses	19,1	13,0	- 32
Viticulture	18,1	22,9	+ 27
Fruits et autres cultures permanentes	21,9	26,3	+ 20
Bovins lait	29,0	36,3	+ 25
Bovins viande	20,3	17,5	- 14
Bovins mixtes	35,1	40,0	+ 14
Ovins et caprins	14,2	19,0	+ 34
Porcins	35,3	46,8	+ 33
Volailles	23,6	38,8	+ 65
Granivores mixtes	34,7	41,3	+ 19
Polyculture, polyélevage	29,6	39,7	+ 34
Ensemble des orientations	24,5	29,6	+ 21

1. Acquisition moins cessions d'immobilisations corporelles hors foncier.
Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS \geq 25 000 €), France métropolitaine.

Source : SSP - Rica

Le niveau d'investissements se maintient en 2013

Bien que les résultats soient en baisse en 2013, les investissements restent à un niveau élevé. Ils s'élèvent à 29 500 € par exploitation en moyenne (37 200 € d'acquisitions, dont 72 % dédiées à du matériel, 8 600 € de cessions, et 900 € de variation d'inventaire des animaux reproducteurs). Ce niveau est proche de celui observé en 2011 et 2012, et

sensiblement supérieur à celui de la période 2005-2010 (24 500 € en moyenne). Les acquisitions d'immobilisations ont pu être financées par les ressources propres dégagées au cours de l'exercice (l'autofinancement, correspondant à la capacité d'autofinancement, prélèvements privés déduits) et par de nouveaux emprunts à long et moyen terme. Ces derniers s'accroissent légèrement en 2013 (+5 %).

En céréales et oléoprotéagineux, en dépit de la baisse des résultats, le niveau d'investissement se maintient à un niveau comparable à celui des deux années précédentes. Dans les orientations bovins viande, les investissements sont repartis à la hausse depuis 2011, après avoir connu une baisse continue entre 2006 et 2011. En bovins lait, l'investissement est tendanciellement en hausse depuis 2005, malgré un ralentissement en 2013. Pour les élevages porcins, après un pic d'investissements en 2012 lié à la mise aux normes des bâtiments, les investissements sont plus faibles en 2013 mais restent supérieurs à ceux observés sur la période 2005-2011. Pour les élevages de volailles, après une forte hausse des investissements en 2011 et 2012 liée à la mise aux normes des bâtiments pour poules pondeuses, le niveau d'investissement retrouve en 2013 un niveau proche de celui de 2009-2010.

Marie-Sophie Dedieu
Thierry de Corlieu
Vincent Marcus
Séverine Mayo-Simbsler

SSP - Bureau des statistiques
sur les productions et les comptabilités agricoles

Méthodologie

Les résultats économiques présentés ici pour l'année 2013 sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (Rica) du Service de la Statistique et de la Prospective. Cet échantillon de 7 315 exploitations en 2013 couvre les exploitations moyennes et grandes (production brute standard supérieure à 25 000 euros) en France métropolitaine. À la date de cette publication, les résultats de l'année 2013, établis sur près de 90 % de l'échantillon, sont quasiment définitifs.

Les résultats relatifs à l'année 2014 ne seront, eux, connus que fin 2015 et les données relatives à 2014 sont donc à ce stade des estimations, obtenues en appliquant des indices d'évolutions conjoncturelles macroéconomiques aux données 2013 du RICA. Ces estimations prévisionnelles sont par nature fragiles. En effet, le résultat comptable étant un solde, son évolution est très sensible aux variations de la valeur de la production et des charges. Il est en outre difficile d'anticiper avec précision la façon dont les évolutions conjoncturelles seront in fine retracées dans les comptabilités. En période de fortes

fluctuations des volumes ou des prix des productions ou des consommations intermédiaires (engrais et alimentation animale notamment), des révisions assez importantes des résultats de l'année N peuvent ainsi être observées en décembre N+1, lorsque les données du Rica sont disponibles. Ainsi, pour 2013, les résultats prévisionnels ont été sensiblement révisés à la baisse pour les exploitations spécialisées en COP, en élevage porcin et en viticulture et à la hausse pour les exploitations spécialisées en cultures générales.

Le principal indicateur économique commenté ici est le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (Utans). Ce résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges (salaires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés (amortissements). Les impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité, nets des éventuelles réductions ou crédits d'impôt, ne sont pas pris en compte. Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB.

Les résultats prévisionnels pour 2014

En 2014, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations moyennes et grandes s'établirait, en moyenne, à 24 400 euros par actif non salarié, soit un niveau légèrement inférieur à son niveau de 2013 (- 5 %).

Les résultats seraient en baisse par rapport à 2013 dans une majorité d'orientations, à l'exception de la viticulture et des élevages bovins lait et ovin/caprin. L'année 2014 est en effet marquée par une baisse des prix à la production pour la plupart des productions animales et végétales.

Après une légère baisse en 2013, les récoltes de céréales ainsi que d'oléagineux et de protéagineux se redressent en 2014 mais ne permettraient pas de compenser la nette dépréciation des prix. Dans ces conditions, le résultat moyen des exploitations spécialisées en grandes cultures reculerait de 44 % pour s'établir à 17 500 euros par actif non salarié.

En arboriculture fruitière, la récolte des espèces à noyau (pêche, abricot) serait plus abondante en 2014 qu'en 2013 mais leurs prix ont enregistré une forte baisse. Le résultat moyen de l'ensemble des exploitations fruitières reculerait donc de 56 %, à 13 400 euros.

Dans les exploitations maraîchères, les surfaces cultivées sont en léger recul et les prix sont également en baisse, entraînant une diminution de la production en valeur. Le résultat moyen des exploitations spécialisées en maraîchage et horticulture s'établirait à 21 300 euros (- 5,5 %).

Avec une récolte en forte hausse par rapport à celles exceptionnellement basses de 2012 et 2013 et des stocks réduits, la production viticole s'accroîtrait. Les prix resteraient bien orientés sur la campagne et permettraient au résultat moyen des exploitations viticoles d'atteindre 46 200 euros en 2014, soit une hausse de 27 % par rapport à 2013.

Dans les exploitations d'élevage, le volume de la plupart des productions animales est en hausse, ou reste stable, à l'exception des volailles.

Dans les exploitations spécialisées dans les bovins lait, la valeur de la production augmenterait de façon soutenue sous l'effet conjugué de la hausse de la production

et des prix. Le résultat par actif non salarié augmenterait de 28 % et s'établirait à 30 100 euros.

Avec le recul des prix, les élevages spécialisés en bovins pour la viande verraient leur revenu reculer à 14 500 euros, un niveau inférieur d'environ 21 % par rapport à 2013. En revanche, la situation s'améliorerait dans les élevages ovins et caprins grâce à une légère hausse des prix et une revalorisation des subventions; le résultat moyen atteindrait 20 000 euros (+ 23 %).

Dans les exploitations avicoles, la situation est contrastée. En volaille de chair, la baisse des prix conjuguée à des volumes en légère baisse conduirait à une diminution de la valeur de la production. En filière ponte en revanche, la valeur de la production augmenterait grâce à la hausse des volumes. Sur l'ensemble des deux filières, le résultat moyen des exploitations resterait stable à 20 700 euros.

Dans les exploitations porcines, compte tenu du recul des prix et de la valeur de la production, le revenu se replierait à 22 100 euros par actif non salarié (- 18 %).

Résultat courant avant impôts moyen par actif non salarié



Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS \geq 25 000 €), France métropolitaine

Source : SSP - Rica

Pour en savoir plus...

- Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 15 décembre 2014, en ligne sur le site www.agreste.agriculture.gouv.fr rubrique **Enquêtes/comptes de l'agriculture**
- Sur le Réseau d'Information Comptable Agricole, voir <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/>
- et sur le site de l'Insee www.insee.fr « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2014 » *Insee première*, n° 1527, décembre 2014

Agreste : la statistique agricole

Secrétariat général - SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 70007
93555 Montreuil-sous-bois Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Fax : 01 49 55 85 03

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Composition : Brigitte Poulette
Impression : AIN - ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution
ISSN : 1760-7132 ■ Prix : 2,50 €
© Agreste 2014



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT